



RASSEMBLEMENT DEVANT LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 27 JUILLET 2018

Chères et chers camarades,

Chères et chers collègues,

Après le rassemblement de ce matin devant le siège de la Direction de l'Infra pour défendre notre camarade Jean-François Randado, menacé de radiation des cadres, et dénoncer l'acharnement revanchard envers de nombreux cheminots grévistes, nous sommes maintenant réunis devant le Siège de la SNCF en ce 27 juillet 2018, alors que la Direction présente en ce moment même, à l'occasion de la tenue du Conseil de Surveillance de la SNCF, son Plan stratégique qui constitue la déclinaison interne de la réforme gouvernementale que nous combattons maintenant depuis plusieurs mois.

Si la Direction annonce que ce Plan stratégique n'est encore aujourd'hui qu'au stade de projet, avant présentation au Gouvernement et validation définitive en fin d'année, il n'en demeure pas moins qu'il trace des orientations très claires pour l'avenir de l'entreprise publique et des cheminots, directement en lien avec la réforme.

Il y a fort à parier que ce plan s'inspire des grandes lignes de la réforme gouvernementale autour de l'ouverture à la concurrence, du passage en Société Anonyme et de la fin du recrutement au statut, et devrait confirmer, au vu de la communication de l'entreprise ces dernières semaines, les orientations du projet de groupe « SNCF 2025 » présenté en février dernier et des plans stratégiques des différentes activités.

Au fil des ans, ces derniers visaient déjà à transformer progressivement la SNCF, entreprise publique nationale de service public ferroviaire, en une entité noyée dans un groupe de transport mondialisé, où le mode ferroviaire et le caractère public deviendraient minoritaires. Nos dirigeants ont ainsi devancé, ou semble-t-il préparé, la volonté de destruction massive du transport public ferroviaire initiée par le Gouvernement Valls en 2014, puis amplifiée par le gouvernement actuel !

Abandon de dessertes et de services aux usagers, développement du low-cost, sabordage du Fret, développement des modes routiers, filialisation, sous-traitance, achat d'entreprises sur fonds publics, les exemples sont nombreux pour illustrer une politique d'entreprise menée contre le service public, les objectifs environnementaux et sociétaux du Grenelle de l'environnement et sur le dos des cheminots qui subissent de plein fouet les suppressions d'emplois et le gel des salaires depuis 4 ans, la productivité, que nos dirigeants voudraient amplifier, notamment en instaurant de la polyvalence à outrance dans les métiers, au moment où nous tentons de négocier une convention collective de haut niveau dans la branche.



En tournant le dos aux besoins des usagers, des chargeurs et de la Nation, en s'attaquant à la nature même de l'entreprise publique, au statut des cheminots et en livrant des pans entiers du service public aux appétits des entreprises privées, le Gouvernement ne vient finalement que conforter notre direction dans sa stratégie de dépeçage de la SNCF !

Pourquoi alors ce nouveau plan stratégique ?

Eh bien pour aller encore plus loin dans l'autonomie des activités, les filialisations, la déréglementation, la productivité, l'individualisation des cheminots...

C'est ce que la Fédération CGT des cheminots dénonçait déjà dans un 4 pages daté du 07 juillet 2017, rédigé à l'attention des cheminots. Nous y abordions notamment la marche en avant de la privatisation de la SNCF. Preuve s'il en fallait, que la démarche de nos dirigeants part de loin et que nous avons, à la CGT, déjà une bonne lecture du contexte de la réforme qui se profilait alors.

Les premiers éléments communiqués autour du plan stratégique semblent faire la part belle aux phrases élogieuses sur les qualités de la SNCF, ses atouts pour se transformer et l'engagement des cheminots qui assumeraient sans broncher ces attaques !

Des éléments de langage, bien connus, puisque d'autres grandes entreprises publiques, telles que La Poste, France Télécom, EDF/GDF, ont subi ces transformations, pour le résultat que l'on connaît ! La stratégie de la direction SNCF est bien de tenter de masquer le niveau sans précédent des attaques envisagées.

L'Epic de tête serait transformé en holding destinée à porter le capital de la future Société Anonyme et recentrée, au-delà de la Surveillance Générale, sur de simples missions de pilotage et de stratégie. Exit les missions de cohésion économique, industrielle et sociale issues de la réforme de 2014. Exit les Centres de Services Partagés communs à l'ensemble du Groupe Public Ferroviaire, il semblerait que Réseau et Mobilités soient amenés désormais à assurer leurs propres fonctions transverses, ou plutôt les fassent assurer, car nous n'avons aucune garantie sur la pérennité de ces

services dans un contexte de recherche effrénée d'économies de frais de structures.

Dans ce schéma, les deux filiales Réseau et Mobilités (ces entités sont ainsi nommées dans la nouvelle loi) ainsi que SNCF Logistics (nouvelle filiale qui n'était pas inscrite dans la loi) sembleraient disposer d'une grande autonomie à travers des organisations, des modes de fonctionnement et de management, voire une gestion des cheminots propre à chacune.

On peut d'ores et déjà se demander comment sera piloté un groupe avec, d'un côté, un Président de SNCF Réseau qui affiche ouvertement son ambition de voir émerger de nouveaux opérateurs et de l'autre, SNCF Mobilités qui envisage la perte de marchés au profit de ces mêmes opérateurs privés !

Quant à l'avenir de Fret SNCF, c'est silence radio ! Ce que l'on pressent, c'est qu'il n'y a que très peu, voire pas du tout, d'envie de la part de nos dirigeants de relancer le transport de marchandises par train public, malgré les slogans creux sur les enjeux environnementaux et autres ambitions vertes qui ne peuvent satisfaire que les doux rêveurs que nous ne sommes pas !

Cela semble également le grand flou pour la gestion et l'exploitation des Gares, confiées par la loi à une filiale de SNCF Réseau avec des arbitrages loin d'être achevés sur les transferts de personnels et d'actifs. Ce que nous pouvons affirmer au regard de la transformation des gares depuis quelques années déjà en centres commerciaux qui doivent rapporter du fric, assurer l'autofinancement de l'entreprise au détriment de la présence humaine et d'un haut niveau de service.

Bref, si la loi a posé certaines lignes, beaucoup d'éléments restent à déterminer et un article dans le journal « Les Echos » nous apprend que les discussions sont âpres au sommet de l'entreprise et de l'Etat avec des orientations divergentes !

Voilà ce qui arrive lorsqu'on s'enferme dans une réforme idéologique improvisée tournée contre le service public, les usagers et les cheminots !

Nous semblons d'ailleurs faire l'objet d'un traitement de faveur dans le Plan stratégique concocté par la Direction ! Il semble même que, comme dans le texte de la réforme, nous en soyons le cœur ! Salués pour notre professionnalisme, notre rigueur, notre sens du service public ! Des cheminots sans qui rien ne pourrait se faire, y compris la mise en place de la concurrence !

Pour nous remercier, Gouvernement et patronat se sont entendus pour supprimer notre statut, opérer des transferts obligatoires vers de nouveaux opérateurs et ont la volonté de fortement dégrader nos conditions professionnelles !

Productivité, classification des métiers, polyvalence, remise en cause de la grille salariale, remise en cause des accords locaux, pour le Directeur des Ressources Humaines du GPF actuel, tout est à revoir pour s'adapter au cadre concurrentiel et à la fin des recrutements au statut !

Quant au dialogue social, les récentes négociations sur la mise en place des CSE en disent long sur la volonté de la direction ! Suppression des élus de proximité et, en parallèle, volonté de mise en place d'un dialogue direct entre cheminots et managers ! Vous aurez compris l'objectif, détourner les cheminots du contact avec les militants de proximité, et particulièrement ceux de la CGT.

Mais ce que la Direction confirme du bout des lèvres, c'est que vis-à-vis du contenu de la réforme, du plan stratégique et du pseudo « pacte social », les cheminots, dans leur grande majorité, sont loin d'y adhérer et les rejettent en bloc ! La direction sait qu'elle ne peut pas non plus compter sur l'adhésion de l'encadrement de proximité !

Certainement dur-dur à avaler lorsque l'on place les cheminots au cœur de la réussite du projet de transformation !

Le mouvement social historique que nous vivons, la rupture entre cheminots et hauts dirigeants ne sont pas des vues de l'esprit ! La réalité va les rattraper !

Le gouvernement va aussi devoir faire face à l'épreuve de vérité sur le contenu réel de la loi, puisque, quand à l'automne se discutera le texte de loi sur les mobilités, dans lequel la question du niveau de financement des infrastructures sera abordée, il va falloir qu'il se justifie auprès de la population, des usagers, sur les milliers de kilomètres de lignes qui pourraient être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Nous serons alors encore là pour exiger une autre loi.

Du côté du patronat ferroviaire, il ne pourra rester encore longtemps dans une posture autoritaire sur le contenu de la CCN. L'ensemble des Organisations Syndicales représentatives au niveau de la branche (CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT – FO) exige une convention collective de haut niveau. Les négociations qui semblent se rouvrir seront l'occasion d'aboutir à l'obtention de droits nouveaux pour tous les cheminots de la branche et les salariés qui pourraient y être rattachés. **La CGT s'y engagera pleinement.**

Parce qu'elle est contraire au développement du service public ferroviaire, aux intérêts des usagers et des citoyens, cette réforme est néfaste !

C'est pourquoi la CGT exige l'abrogation de la loi ainsi que la réécriture d'un texte plus conforme pour répondre aux besoins de transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises.

Avec vous, nous continuerons d'agir :

- Contre la privatisation et l'éclatement de l'entreprise ;
- Pour une CCN de haut niveau ;
- Pour une production ferroviaire intégrée ;
- Pour le développement des sites ferroviaires en proximité ;
- Pour l'emploi, les conditions de travail, les salaires et les pensions ;
- Pour la relance du Fret.

Ensemble, cheminots, usagers, poursuivons notre combat pour gagner un véritable projet d'avenir pour le service public ferroviaire SNCF !

Merci de votre attention.